ASSEMBLÉE NATIONALE

15 mars 2019

SYSTÈME DE SANTÉ - (N° 1767)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1358

présenté par

M. Dharréville, M. Bruneel, M. Jumel, Mme Bello, M. Brotherson, Mme Buffet, M. Chassaigne,
M. Dufrègne, Mme Faucillon, Mme Kéclard-Mondésir, M. Lecoq, M. Nilor, M. Peu,
M. Fabien Roussel, M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE 7 QUINQUIES

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet article, adopté en commission des affaires sociales, rend possible le renouvellement périodique des traitements chroniques ou l'adaptation des posologies par le pharmacien d'officine. Il autorise ainsi la mise en œuvre du pharmacien correspondant en dehors du cadre des protocoles de coopération en inscrivant cette compétence dans le droit commun des pharmaciens d'officine.

Les évolutions de la répartition des tâches entre les professionnels de santé doivent se faire après des réflexions entre professionnels et leurs représentants.

Le médecin est celui qui a l'apanage du diagnostic et de la prescription médicale : il a été formé pour cela, tout au long d'une dizaine d'années d'études longues et difficiles. Le pharmacien a l'apanage de l'analyse de l'ordonnance, de la délivrance du médicament et de l'accompagnement du patient pour l'observance. Ses études également difficiles l'ont préparé à ce métier, mais pas à faire du diagnostic.

Il convient donc de respecter les rôles de chacun afin de permettre une bonne prise en charge du patient.

C'est pourquoi nous demandons la suppression de cet article.